



Un syndicat veut «plus d'effectifs et de moyens» pour la PAF



15/10/2020



En septembre, [une quinzaine d'agents supplémentaires sont arrivés dans les locaux de la police aux frontières](#) de Coquelles. Insuffisant pour Ludovic Hochart du syndicat UNSA, pour qui « la PAF est un enjeu » pour le Calais. « Il faut donner les moyens humains et matériels pour permettre aux agents de travailler au démantèlement des filières de passeurs, sans ça, le Calais restera attractif, résume-t-il. Avec le Brexit, on pourrait voir apparaître des files de camions sur l'A16 et donc des tentatives d'intrusions de migrants, des collègues devront alors faire du maintien de l'ordre ». Pour illustrer le « manque de moyens » de la PAF, le syndicaliste parle du seul drone disponible pour les agents. Un outil permettant de surveiller les plages et de lutter contre les traversées de la Manche par des migrants, qui ne serait d'ailleurs pas en état de fonctionner.

« Et puis, on met souvent en avant les 700 agents de la PAF, mais chaque jour, c'est seulement une centaine qui travaille, en raison des congés et repos, pour gérer tout le littoral, faire des transports de migrants au tribunal etc, précise-t-il. Le service est sous doté ». À l'aube du Brexit, même si l'information n'a toujours pas été officialisée, [près de 180 personnes devraient être recrutées pour aider les agents de la PAF](#) à contrôler la frontière. Parmi elles, aucun policier en activité. Une décision inacceptable

« Il faut des personnes expérimentées, formées pour cette mission, la frontière est une source d'information pour récupérer des informations sur les individus fichés S, poursuit Ludovic Hochart. L'administration doit réagir ».



« Un service sous-doté »

15 OCTOBRE 2020 - UNSA POLICE DES HAUTS DE FRANCE